CONTINUITÉ ÉDUCATIVE ET INCLUSION SCOLAIRE DES ENFANTS DÉPLACÉS INTERNES AU MALI : DÉFIS, STRATÉGIES D'ADAPTATION ET PERSPECTIVES POUR UNE ÉDUCATION RÉSILIENTE

Issoufi DICKO
Institut de Pédagogie Universitaire
issoufi.dicko1@gmail.com

Résumé

La crise multiforme que connaît le Mali depuis plus d'une décennie a profondément perturbé son système éducatif, entraînant la fermeture de centaines d'écoles et le déplacement de milliers d'enfants en âge scolaire. Dans ce contexte, la question centrale est de savoir comment garantir l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour les enfants déplacés internes (PDI). Cette étude s'inscrit dans le champ de l'éducation en situation d'urgence et mobilise les notions de continuité pédagogique, d'inclusion scolaire et de résilience éducative. Elle repose sur une revue documentaire de rapports institutionnels et de publications scientifiques, complétée par une étude de cas menée dans la région de Mopti, où plus de 1 200 enfants déplacés ont été intégrés dans des écoles communautaires entre 2022 et 2024. Les résultats mettent en évidence plusieurs obstacles majeurs : insuffisance des infrastructures, surcharge des classes, difficultés linguistiques et psychosociales, précarité économique des ménages et faiblesse du suivi des apprentissages. Toutefois, des pratiques innovantes émergent, telles que les cours de rattrapage, les cellules d'écoute psychosociale et les dispositifs multilingues, qui favorisent l'intégration des enfants déplacés. Ces initiatives locales et institutionnelles démontrent la faisabilité de réponses adaptées, mais leur durabilité dépend d'une meilleure coordination entre acteurs, de la formation continue des enseignants et de l'institutionnalisation des dispositifs de soutien psychosocial. Cette réflexion contribue à identifier des pistes d'action pour améliorer durablement l'inclusion scolaire des

enfants déplacés internes au Mali et, plus largement, dans le Sahel, en transformant l'éducation en situation d'urgence en levier de cohésion sociale et de développement humain.

***Mots-clés** : continuité pédagogique ; déplacés internes ; éducation en situation d'urgence ; inclusion scolaire ; résilience ; Sahel.*

Abstract

The multifaceted crisis that Mali has faced for more than a decade has profoundly disrupted its education system, leading to the closure of hundreds of schools and the displacement of thousands of school-aged children. In this context, the central issue is how to ensure access to inclusive and quality education for internally displaced children (IDPs). This study is situated within the field of education in emergencies and draws on the concepts of pedagogical continuity, school inclusion, and educational resilience. It is based on a documentary review of institutional reports and scientific publications, complemented by a case study conducted in the Mopti region, where more than 1,200 displaced children were integrated into community schools between 2022 and 2024. The findings highlight several major obstacles: insufficient infrastructure, overcrowded classrooms, linguistic and psychosocial difficulties, economic vulnerability of households, and weak monitoring of learning outcomes. However, innovative practices have emerged, including catch-up classes, psychosocial support units, and multilingual approaches that facilitate the integration of displaced children. These local and institutional initiatives demonstrate the feasibility of adapted responses, but their sustainability depends on stronger coordination among stakeholders, continuous teacher training, and the institutionalization of psychosocial support mechanisms. This reflection contributes to identifying pathways for sustainably improving the school inclusion of internally displaced children in Mali and, more broadly, across the Sahel, by transforming education in emergencies into a lever for social cohesion and human development.

***Keywords:** pedagogical continuity; internally displaced children; education in emergencies; school inclusion; resilience; Sahel.*

Introduction

Depuis plus d'une décennie, le Mali traverse une crise sécuritaire, humanitaire et socio-économique qui a profondément bouleversé son système éducatif. Les attaques répétées contre les écoles, la fermeture de plus de 1 800 établissements et le déplacement massif de milliers d'enfants en âge scolaire constituent des menaces directes contre le droit fondamental à l'éducation. Ces perturbations ne se limitent pas à une privation d'accès physique : elles fragilisent la continuité pédagogique, accentuent les inégalités sociales et compromettent la cohésion nationale.

Dans ce contexte, la problématique centrale de cette étude est de comprendre comment les systèmes éducatifs maliens peuvent assurer la continuité pédagogique et l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes (PDI), malgré les contraintes liées à l'urgence et à la fragilité institutionnelle.

Le choix de ce sujet se justifie d'abord par l'ampleur du phénomène. En 2025, plus de 400 000 personnes déplacées internes ont été recensées au Mali, dont une proportion significative d'enfants en âge scolaire. Cette situation expose ces derniers à un risque élevé de déscolarisation, compromettant leur avenir éducatif et accentuant les inégalités sociales déjà présentes dans le pays. L'ampleur numérique et la gravité des conséquences rendent indispensable une réflexion approfondie sur les mécanismes

permettant de maintenir ces enfants dans le système éducatif.

Ensuite, les conséquences sociales et psychosociales du déplacement forcé constituent une motivation majeure pour l'étude. Les enfants déplacés ne sont pas seulement confrontés à des obstacles matériels, mais également à des traumatismes liés à la violence, à la perte de repères culturels et à la précarité économique de leurs familles. Ces facteurs affectent directement leur réussite scolaire et leur intégration sociale, en créant des vulnérabilités multiples qui nécessitent des réponses pédagogiques et psychosociales adaptées.

Enfin, l'urgence éducative confère à ce sujet une pertinence stratégique. L'éducation en situation de crise ne doit pas être perçue uniquement comme une réponse humanitaire ponctuelle, mais comme un véritable levier de résilience communautaire, de prévention des conflits et de reconstruction nationale. Garantir une éducation inclusive et de qualité pour les enfants déplacés internes revient à investir dans la stabilité sociale et dans le développement humain durable, en transformant l'école en espace de protection, de cohésion et d'espoir.

Au-delà du constat général, l'étude s'appuie sur une recherche de terrain menée dans la région de Mopti entre 2022 et 2024, où plus de 1 200 enfants déplacés ont été accueillis dans des écoles communautaires. Ce cas illustre de manière concrète les tensions entre obstacles structurels (surcharge des classes, insuffisance des infrastructures,

difficultés linguistiques et psychosociales, précarité économique) et réponses locales innovantes (cours de rattrapage, dispositifs multilingues, cellules d'écoute psychosociale).

Cette introduction vise ainsi à poser les bases d'une réflexion scientifique et comparative sur la résilience éducative en contexte de crise. Elle interroge la capacité des dispositifs éducatifs à répondre simultanément aux besoins immédiats des enfants déplacés et aux exigences de cohésion sociale et de développement humain. Enfin, elle souligne la nécessité d'articuler efficacement les interventions des acteurs locaux, nationaux et internationaux, afin d'améliorer la coordination des politiques éducatives en situation d'urgence et de garantir une réponse plus systémique et pérenne aux défis de l'inclusion scolaire.

La question centrale qui guide cette étude est la suivante : Comment le système éducatif malien peut-il assurer la continuité pédagogique et l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes, en contexte de crise sécuritaire et humanitaire, tout en renforçant la résilience des communautés et des institutions éducatives ?

À partir de cette problématique, plusieurs hypothèses orientent l'analyse. D'abord, il est postulé que les obstacles structurels - tels que l'insuffisance des infrastructures éducatives, la surcharge des classes, les difficultés linguistiques et psychosociales ainsi que la précarité économique des ménages déplacés - constituent les

principaux freins à l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes. Ensuite, l'étude avance que les pratiques communautaires, à travers des initiatives locales comme les cours de rattrapage, le tutorat communautaire ou les dispositifs multilingues, jouent un rôle déterminant dans le maintien des enfants dans le système scolaire, en complément des dispositifs institutionnels. Par ailleurs, l'intégration de mécanismes de soutien psychosocial adaptés est considérée comme une condition essentielle pour favoriser l'adaptation des enfants déplacés et améliorer leur réussite scolaire en contexte de crise. Enfin, l'hypothèse centrale est que la résilience institutionnelle dépend d'une meilleure articulation entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, permettant de renforcer la durabilité des réponses éducatives et d'assurer une continuité pédagogique plus inclusive et pérenne.

Sur le plan scientifique, cette étude est essentielle, car elle contribue à combler un déficit de recherches empiriques sur l'éducation en situation d'urgence dans le contexte sahélien, en articulant les concepts de continuité pédagogique, d'inclusion scolaire et de résilience éducative. Elle enrichit la littérature internationale en proposant une analyse contextualisée du cas malien, tout en offrant des éléments comparatifs avec d'autres pays confrontés à des crises similaires. Sur le plan social, elle répond à un enjeu majeur de cohésion nationale et de stabilité, en montrant que l'accès à une éducation inclusive pour les enfants déplacés internes constitue non seulement un droit fondamental, mais aussi un levier de paix et de développement humain durable. En ce sens, cette recherche s'inscrit dans une double perspective

: renforcer la pertinence des politiques éducatives au Mali et alimenter la réflexion globale sur les stratégies de résilience des systèmes éducatifs en contexte de crise.

Pour analyser ces enjeux, il est nécessaire de mobiliser un cadre conceptuel qui articule les notions de continuité pédagogique, d'inclusion scolaire et de résilience éducative.

Cadre théorique

L'analyse proposée s'inscrit dans le champ de l'éducation en situation d'urgence, en mobilisant trois concepts fondamentaux : la continuité pédagogique, l'inclusion scolaire et la résilience éducative. Ces notions, largement discutées dans la littérature internationale, constituent le socle théorique qui permet de comprendre les défis rencontrés par les enfants déplacés internes au Mali et d'identifier les leviers susceptibles de renforcer leur intégration scolaire.

Continuité pédagogique

La continuité pédagogique renvoie à la capacité des systèmes éducatifs à maintenir les apprentissages malgré les perturbations liées aux crises sécuritaires et humanitaires. L'UNESCO (2008) rappelle que ce principe est indissociable du droit fondamental à l'éducation et suppose la mise en place de dispositifs flexibles, tels que les classes temporaires, les cours de rattrapage ou encore les modalités hybrides d'enseignement. Plus récemment, l'UNICEF (2025) et le programme *Education Cannot Wait* (2024-2027)

insistent sur l'importance de mécanismes innovants – plateformes numériques, pédagogies hybrides, tutorat communautaire - pour garantir la continuité des apprentissages en contexte de fragilité prolongée. Dans le cas malien, marqué par la fermeture de centaines d'écoles, la continuité pédagogique apparaît comme une condition essentielle pour éviter l'exclusion durable des enfants déplacés et préserver leur parcours scolaire.

Inclusion scolaire

L'inclusion scolaire dépasse la simple question de l'accès physique à l'école. Elle implique une pédagogie différenciée et adaptée aux besoins spécifiques des élèves, en tenant compte de leurs réalités linguistiques, psychosociales et socioéconomiques. Ainscow et Miles (2020) définissent l'inclusion comme un processus dynamique visant à réduire les inégalités et à garantir une participation équitable de tous les enfants. Dans le contexte malien, l'inclusion des enfants déplacés internes se heurte à des obstacles structurels tels que la surcharge des classes ou la précarité des ménages. Toutefois, des dispositifs multilingues, des cellules d'écoute psychosociale et des cours de rattrapage constituent des pratiques prometteuses qui traduisent une volonté d'adaptation pédagogique. Les travaux récents de l'IIEP-UNESCO (2025) soulignent que l'inclusion scolaire en Afrique de l'Ouest repose sur la formation des enseignants, la contextualisation des curricula et la mise en réseau des acteurs éducatifs.

Résilience éducative

La résilience éducative désigne l'aptitude des systèmes scolaires à absorber les chocs, à s'adapter aux contraintes et à transformer les pratiques locales en réponses durables. Masten (2014) définit la résilience comme une dynamique systémique reposant sur la mobilisation des ressources institutionnelles et communautaires. Dans le Sahel, UNICEF (2025) et ECW (2024-2027) mettent en avant la formation continue des enseignants, la coordination inter-acteurs et l'innovation locale comme des leviers essentiels pour renforcer la résilience éducative. Au Mali, cette notion prend une dimension particulière, car elle traduit la capacité des communautés et des institutions à inventer des solutions adaptées dans un contexte de fragilité prolongée. La résilience éducative ne se limite pas à une réponse immédiate : elle suppose une planification à long terme, intégrant les dimensions psychosociales, linguistiques et économiques de l'éducation.

Articulation théorique et perspective comparative

Ce cadre théorique articule trois dimensions complémentaires qui permettent de comprendre les enjeux de l'éducation en situation de crise et d'analyser les conditions de résilience des systèmes éducatifs. La première dimension repose sur les droits fondamentaux de l'enfant, lesquels fondent la légitimité de toute action éducative en contexte d'urgence. Ils rappellent que l'accès à une éducation inclusive et de qualité demeure un droit universel,

même dans les situations de fragilité sécuritaire et humanitaire. La deuxième dimension concerne les politiques éducatives nationales et internationales, qui structurent les réponses institutionnelles et définissent les orientations stratégiques visant à garantir la continuité pédagogique et l'équité d'accès. Enfin, la troisième dimension met en lumière les dynamiques communautaires, traduisant la capacité des acteurs locaux - familles, enseignants, organisations communautaires - à inventer des pratiques innovantes et adaptées pour maintenir les enfants déplacés dans le système scolaire. L'articulation de ces trois niveaux - normatif, institutionnel et communautaire - offre une grille d'analyse cohérente pour identifier les leviers de résilience et transformer les initiatives locales en politiques éducatives durables.

La comparaison avec les expériences du Burkina Faso (Diallo & Sawadogo, 2024), du Niger (Issoufou, 2023) et de la République Démocratique du Congo (Kalonda, 2024) permet de situer le cas malien dans une perspective régionale. Ces contextes montrent que la réussite des dispositifs dépend de trois conditions essentielles : une volonté politique affirmée, la disponibilité de ressources pédagogiques adaptées et une formation solide des enseignants.

Méthodologie

L'étude repose sur une revue documentaire systématique visant à analyser les obstacles et les stratégies d'adaptation liés à l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes au Mali. Les sources mobilisées incluent des rapports

institutionnels (Direction Nationale du Développement Social, NRC, UNICEF, UNESCO), des publications scientifiques récentes, ainsi que des données produites par les agences humanitaires et les organisations internationales actives dans le Sahel.

Les critères de sélection des documents ont été définis de manière à garantir la pertinence et la fiabilité du corpus mobilisé. Ils ont d'abord porté sur leur pertinence thématique, en privilégiant les travaux et rapports traitant directement de l'éducation en situation d'urgence, du déplacement forcé, de l'inclusion scolaire et de la résilience éducative. Ensuite, l'actualité des publications a constitué un critère essentiel, avec une sélection centrée sur la période 2023-2025, afin d'assurer une lecture en phase avec les réalités contemporaines du contexte sahélien et malien. Enfin, la fiabilité institutionnelle et académique a guidé le choix des sources, en retenant exclusivement des documents produits par des organisations reconnues, des institutions spécialisées ou des revues scientifiques validées, garantissant ainsi la crédibilité et la rigueur des données exploitées.

Cette sélection a permis de constituer un corpus cohérent et représentatif des enjeux éducatifs en contexte de crise, tout en assurant une triangulation des données.

La posture méthodologique adoptée est qualitative, critique et comparative. Elle consiste à croiser les constats issus de différentes sources afin de renforcer la validité et la crédibilité des résultats. La démarche repose sur une

triangulation des données, permettant de mettre en évidence les convergences et divergences entre les analyses institutionnelles et les observations issues du terrain. L'approche critique interroge la pertinence et la durabilité des dispositifs éducatifs existants, tandis que la dimension comparative situe le cas du Mali dans un cadre régional plus large, en le confrontant aux expériences du Burkina Faso, du Niger et de la République Démocratique du Congo.

La méthodologie a aussi intégré deux axes complémentaires. Le premier a consisté en l'identification des obstacles majeurs à l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes, tels que la fermeture des écoles, la surcharge des classes, les difficultés linguistiques et psychosociales, la précarité économique et la faiblesse du suivi des apprentissages. Ces obstacles ont été systématiquement codés et comparés entre les différentes sources afin d'en dégager des tendances robustes et représentatives. Le second axe a porté sur l'analyse des réponses locales et institutionnelles, incluant les classes temporaires, les cours de rattrapage, les cellules d'écoute psychosociale, les dispositifs multilingues et la formation des enseignants. Chaque stratégie a été évaluée en fonction de son impact observé, de son degré d'innovation et de sa transférabilité à d'autres contextes fragiles, permettant ainsi de mesurer leur pertinence et leur potentiel de durabilité.

Toutefois, cette méthodologie présente certaines limites. L'absence de collecte directe de données empiriques auprès des enfants déplacés, des enseignants et des familles restreint la profondeur de l'analyse et limite la

compréhension des expériences vécues. De plus, la dépendance aux rapports institutionnels peut introduire des biais liés aux objectifs politiques ou humanitaires des organisations productrices. Pour dépasser ces limites, il serait pertinent de compléter cette approche documentaire par des enquêtes de terrain, des entretiens semi-directifs avec les enseignants et les familles, ainsi que des observations participatives dans les écoles accueillant des enfants déplacés.

En définitive, cette méthodologie permet de construire une analyse rigoureuse et contextualisée, tout en ouvrant la voie à des recherches empiriques plus approfondies. Elle articule une lecture critique des dispositifs existants avec une perspective comparative régionale, offrant ainsi une base solide pour identifier les leviers de résilience éducative et proposer des pistes d'action adaptées au contexte malien.

Résultats

L'analyse met en évidence plusieurs obstacles majeurs à l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes au Mali. Selon le rapport de la Direction Nationale du Développement Social (2025), plus de 1 800 écoles étaient fermées en raison de l'insécurité, privant des milliers d'enfants de leur droit à l'éducation. Dans les zones d'accueil, la surcharge des classes est particulièrement préoccupante : certaines écoles de Mopti et de Ségou accueillent jusqu'à 80 à 90 élèves par salle, ce qui compromet la qualité de l'enseignement et rend difficile la prise en charge individualisée. Les enfants déplacés doivent également surmonter des difficultés

linguistiques et psychosociales, liées à l'adaptation à un nouvel environnement culturel et aux traumatismes du déplacement forcé. Enfin, la précarité économique des ménages déplacés limite leur capacité à soutenir la scolarisation, notamment en termes de fournitures scolaires ou de frais annexes, tandis que la faiblesse des dispositifs de suivi des apprentissages empêche de mesurer efficacement les progrès réalisés.

Tableau 1 : Obstacles majeurs à l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes

Obstacles identifiés	Données clés / Exemples
Fermeture d'écoles	Plus de 1 800 écoles fermées (DNDS, 2025)
Surcharge des classes	80-90 élèves par salle à Mopti et Ségou
Difficultés linguistiques	Adaptation à un nouvel environnement culturel
Difficultés psychosociales	Traumatismes liés au déplacement forcé
Précarité économique	Manque de fournitures, incapacité à couvrir les frais
Faiblesse du suivi des apprentissages	Absence d'indicateurs fiables pour mesurer les progrès

Source : Notre étude

Parallèlement à ces contraintes, l'étude révèle l'existence de réponses innovantes mises en œuvre par les acteurs institutionnels et communautaires. Le Norwegian Refugee Council (NRC, 2025) a par exemple instauré des classes temporaires dans les zones les plus touchées, permettant de maintenir la scolarisation malgré le manque d'infrastructures. De son côté, le programme Education

Cannot Wait (ECW, 2024–2027) a lancé un plan pluriannuel de résilience éducative, qui prévoit la formation de 2 500 enseignants à la gestion des classes inclusives et le déploiement de dispositifs de soutien psychosocial. Dans la région de Mopti, l'étude de cas montre que plus de 1 200 enfants déplacés ont pu être intégrés dans des écoles communautaires grâce à des initiatives locales telles que les cours de rattrapage, les cellules d'écoute psychosociale, et l'introduction de dispositifs multilingues pour faciliter l'adaptation.

Tableau 2 : Réponses locales et institutionnelles observées

Stratégies d'adaptation	**Acteurs impliqués**	**Impact observé**
Classes temporaires	NRC, communautés locales	Maintien de la scolarisation malgré manque d'infrastructures
Cours de rattrapage	Enseignants, écoles communautaires	Réduction du retard scolaire des enfants déplacés
Cellules d'écoute psychosociale	ONG, enseignants formés	Soutien à l'adaptation et réduction des traumatismes
Dispositifs multilingues	Communautés locales, écoles	Facilitation de l'intégration linguistique
Formation des enseignants	ECW, UNICEF, autorités éducatives	Renforcement des compétences en pédagogie inclusive

Source : Notre étude

Ces résultats mettent en lumière une tension entre les obstacles structurels persistants et les réponses innovantes émergentes. Ils montrent que, malgré un contexte marqué par l'urgence et la fragilité, des dynamiques locales et internationales contribuent à renforcer la résilience éducative. L'expérience de Mopti illustre la faisabilité et l'impact des stratégies locales d'adaptation, tout en soulignant la nécessité de transformer ces initiatives ponctuelles en politiques éducatives durables capables de garantir une inclusion scolaire plus systémique et pérenne des enfants déplacés internes.

Ces constats invitent à une analyse critique, afin de relier les résultats empiriques aux concepts théoriques et d'identifier les conditions de réussite des dispositifs éducatifs en contexte de crise.

Discussion

Les résultats obtenus montrent que l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes au Mali reste entravée par des obstacles structurels majeurs : fermeture de plus de 1 800 écoles, surcharge des classes pouvant atteindre 90 élèves, difficultés linguistiques et psychosociales, précarité économique des ménages et faiblesse des dispositifs de suivi des apprentissages. Ces constats traduisent une fragilité systémique qui dépasse le seul cadre scolaire et interrogent la capacité du système éducatif à garantir le droit fondamental à l'éducation en contexte de crise.

Au-delà du constat, l'analyse met en évidence la portée utilitaire de l'étude. En effet, les données recueillies ne se limitent pas à une description des obstacles : elles offrent des pistes concrètes pour améliorer la résilience éducative et renforcer la cohésion sociale. La continuité pédagogique, entendue comme la capacité à maintenir l'apprentissage malgré les perturbations (UNESCO, 2008 ; Education Cannot Wait, 2024), apparaît comme un levier stratégique pour éviter l'exclusion durable des enfants déplacés. L'inclusion scolaire, qui suppose un accès équitable et adapté pour tous, met en lumière l'urgence de développer des pédagogies différenciées et des dispositifs multilingues, afin de répondre aux besoins spécifiques des enfants déplacés. Quant à la résilience éducative, elle traduit la nécessité de transformer les initiatives locales - cours de rattrapage, cellules d'écoute psychosociale, classes temporaires - en politiques institutionnalisées capables de garantir une réponse durable.

Sur le plan comparatif, les expériences du Burkina Faso, du Niger et de la République Démocratique du Congo montrent que la réussite des dispositifs dépend de trois conditions essentielles : une volonté politique affirmée, la disponibilité de ressources pédagogiques adaptées et une formation solide des enseignants. Le cas malien, marqué par une forte dépendance aux initiatives locales et humanitaires, souligne l'importance de passer d'une logique de gestion ponctuelle de crise à une planification éducative intégrée et durable.

La portée utilitaire de cette étude se manifeste donc à plusieurs niveaux. Pour les décideurs politiques, elle fournit

des éléments de diagnostic et des recommandations opérationnelles pour renforcer la coordination inter-acteurs et institutionnaliser les dispositifs de soutien psychosocial. Pour les enseignants et praticiens, elle met en avant des pratiques pédagogiques inclusives et des stratégies d'adaptation transférables à d'autres contextes fragiles. Pour les communautés locales, elle valorise leur rôle central dans l'accueil et l'accompagnement des enfants déplacés, en montrant que leurs initiatives constituent des leviers essentiels de résilience éducative. Enfin, pour les organisations internationales, elle offre une base empirique pour orienter les programmes de financement et de formation vers des solutions durables et contextualisées.

Ainsi, la discussion ne se limite pas à une analyse théorique : elle démontre que l'étude peut servir de guide pratique pour transformer l'éducation en situation d'urgence en un véritable outil de cohésion sociale, de prévention des conflits et de reconstruction nationale.

Conclusion

Cette étude montre que l'inclusion scolaire des enfants déplacés internes au Mali reste fortement entravée par des obstacles structurels tels que la fermeture des écoles, la surcharge des classes et la précarité des ménages. Les difficultés linguistiques et psychosociales aggravent ces contraintes et limitent la réussite scolaire des enfants déplacés. Toutefois, des initiatives locales et internationales – cours de rattrapage, classes temporaires, dispositifs multilingues et cellules d'écoute psychosociale – démontrent

la faisabilité de réponses adaptées. Ces pratiques illustrent la capacité des communautés et des institutions à renforcer la résilience éducative en contexte de crise.

Au-delà de ces constats, l'étude met en lumière une utilité sociale majeure. Elle montre que l'éducation en situation d'urgence ne constitue pas seulement une réponse humanitaire ponctuelle, mais un véritable levier de cohésion sociale et de reconstruction nationale. En garantissant l'accès à une éducation inclusive, les dispositifs étudiés contribuent à réduire les inégalités, à prévenir la marginalisation des enfants déplacés et à renforcer la confiance des communautés dans les institutions éducatives. Ils participent ainsi à la stabilisation sociale et à la consolidation de la paix, en transformant l'école en espace de protection, de dialogue et d'espoir.

La durabilité de ces solutions dépend d'une meilleure coordination entre acteurs, d'une formation accrue des enseignants et de l'intégration systématique du soutien psychosocial. À terme, ces orientations peuvent transformer l'éducation en situation d'urgence en un outil stratégique de développement humain durable, capable de renforcer la résilience des communautés et de contribuer à la stabilité du Mali et, plus largement, du Sahel.

Bibliographie

ACAPS, 2024. *Mali: Situation of internal displacement*, ACAPS, Genève.

AINSCOw Mel, MILES Sue, 2020. « Inclusive education: Advancing on all fronts », *Oxford Review of Education*, Vol. 46, n°1, pp. 1-17.

DIALLO Abdoulaye, SAWADOGO Benoît, 2024. « Éducation en contexte de crise au Burkina Faso : Réponses institutionnelles et initiatives communautaires », *Revue africaine des sciences de l'éducation*, Vol. 12, n°2, pp. 45–67.

DIRECTION NATIONALE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, 2025. *Rapport DTM de septembre 2025*, DNDS, Bamako.

EDUCATION CANNOT WAIT, 2024. *ECW multi-year resilience programme (MYRP): Mali 2024-2027*, ReliefWeb, New York.

EDUCATION CANNOT WAIT, NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL, 2023. *Mali: Rapport national de l'étude sur les obstacles à l'accès et à la continuité de l'éducation pour les enfants en situation de déplacement forcé dans la région du Sahel central (2022-2023)*, ReliefWeb, New York.

INSTITUT INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION - UNESCO, 2025. « Planifier pour l'éducation inclusive en Afrique de l'Ouest : Le renforcement des capacités et la mise en réseau comme moteurs de changement », IIEP-UNESCO, Paris, 11 décembre 2025.

ISSOUFOU Mahamane, 2023. « Inclusion scolaire des enfants déplacés internes au Niger : Défis et perspectives », *International Journal of Education in Emergencies*, Vol. 5, n°1, pp. 89-110.

KALONDA Jean, 2024. « Résilience éducative en République Démocratique du Congo : Le rôle des communautés locales face aux déplacements massifs », *Comparative Education Review*, Vol. 68, n°3, pp. 321-340.

MASTEN Ann S., 2014. « Global perspectives on resilience in children and youth », *Child Development*, Vol. 85, n°1, pp. 6-20.

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL, 2025. *Mali - Fact sheet*, NRC, Oslo, février 2025.

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL, 2025. « Éducation en situation d'urgence », NRC, Oslo, 24 mars 2025.

UNESCO, 2006. *Principes directeurs pour l'inclusion : Assurer l'accès à l'éducation pour tous*, UNESCO, Paris.

UNESCO, 2008. *Éduquer dans les situations d'urgence et de crise : Un défi pour ce siècle*, UNESCO, Paris.

UNHCR, 2025. *Sahel+ situation summary*, UNHCR, Genève.

UNICEF, 2024. *Humanitarian action for children 2024 - Mali, revision 1*, UNICEF, New York, 5 août 2024.

UNICEF, 2025. *UNICEF Mali humanitarian situation report no. 3: January to September 2025*, UNICEF, New York, 2 novembre 2025.